

bruno
manser
fonds

respectons la forêt tropicale

Accès à l'information: un droit
fondamental, même dans la forêt pluviale

tong tana

Mars 2014

www.bmf.ch

Accès à l'information: un droit fondamental, même dans la forêt pluviale

Annina Aeberli

Le régime de Taib et les médias sous la mainmise étatique contrôlent l'accès à l'information dans l'État malais du Sarawak. Les zones de forêts pluviales sont particulièrement coupées du monde.

Les journaux s'entassent, les newsletters par courriel bloquent la messagerie et les nouvelles télévisées tournent en toile de fond. Chez nous, le flux d'information menace de nous submerger.

Ce sentiment familier d'être dépassé au vu de la quantité d'information est plutôt étranger aux habitants de la forêt pluviale du Sarawak. Pour eux, obtenir des informations fiables relève du véritable défi. L'isolement géographique constitue un obstacle important pour les Penan dans l'acquisition d'informations.

Le gouvernement du Sarawak néglige l'extension de l'infrastructure de communications dans l'arrière-pays: on ne trouve de liaisons Internet ou téléphoniques que dans quelques rares

villages autochtones et les journaux ou émetteurs radio atteignent rarement la forêt pluviale. La qualité de l'information est également très douteuse: les médias étatiques ne communiquent pas vraiment des tenants et aboutissants de la politique et les comptes rendus sont tendancieux.

Politique gouvernementale opaque

Le régime du «Chief Minister» Taib Mahmud suit sciemment une stratégie de communication non transparente. L'accès malaisé aux informations entrave le travail des voix critiques et les affaiblit énormément.

Le manque de transparence commence déjà au niveau des bases de la société comme les textes légaux: ils ne sont disponibles qu'à un seul endroit au Sarawak, dans une imprimerie de la capitale Kuching. Même la Constitution du Sarawak n'est pas accessible en ligne. Ainsi, la population est maintenue systématiquement dans le flou sur ce qui a trait à ses droits. Et pour faire valoir ses droits, il faut les connaître.

La gestion du gouvernement est également une affaire nébuleuse: les voix critiques de l'opposition sur l'activité du gouvernement et ses dépenses sont évincées. En 2010, le parti d'opposition DAP avait démontré, chiffres à l'appui, que le gouvernement de Taib ne pouvait pas rendre de comptes pour des dépenses étatiques de 4,8 milliards de ringgits malais (1,3 milliards de francs suisses).

Les informations n'atteignent que sporadiquement les villages Penan retirés.



Les Penan de Long Kawi s'informent des répercussions des barrages hydroélectriques.



«C'est quelle fréquence Radio Free Sarawak?» Philip Jau, activiste anti-barrages hydroélectriques, explique aux Penan de Long Lilim le fonctionnement de la nouvelle radio.

Les mandats étatiques à hauteur de millions ne sont pas publiés, mais régulièrement remis en sous-main à des entreprises appartenant à la famille du chef du gouvernement Taib Mahmud. Des structures d'entreprises et des imbrications complexes jettent un voile de fumée sur les véritables relations de propriété.

Le secteur des ressources est un exemple des plus frappants. Chief Minister Taib Mahmud contrôle à lui seul l'attribution des concessions de bois et de plantations dont la valeur se monte à plusieurs milliards de dollars et encaisse de juteuses contreparties. Impossible d'obtenir de vue d'ensemble sur les licences étatiques remises. Les études d'impact environnemental relatives aux nouvelles plantations dans la forêt pluviale et à la construction d'immenses barrages hydroélectriques ne peuvent être consultées que dans quelques rares organes étatiques, où il est d'ailleurs interdit d'y copier les documents.

Médias sous contrôle étatique

Dans l'index international de la liberté de presse, la Malaisie se situe en position 145 sur 179, derrière l'Afghanistan (rang 128) et juste devant la Russie (rang 148). La liberté de presse rétrécit à vue d'œil: entre 2012 et 2013, la Malaisie a perdu 23 places au classement.

La censure et les interdictions à l'encontre des médias sont quotidiennes en Malaisie. Les voix critiques sont certes représentées grâce aux journaux en ligne comme Malaysiakini ou Free

Malaysia Today, mais le gouvernement malais tente ici aussi de contrôler le monde digital en édictant des nouvelles lois.

Au Sarawak, les médias sont sous l'emprise du régime de Taib et des groupes forestiers: le principal quotidien du Sarawak, The Borneo Post, appartient à l'entreprise de bûcheronnage KTS. Quant à la famille Taib, elle possède le quotidien New Sarawak Tribune. La radio étatique RTM diffuse exclusivement de la propagande gouvernementale et le seul émetteur privé, Cats FM, est propriété de la famille du Chief Minister.

Il est rare que l'on entende des voix critiques dans ces médias. Ils ne peuvent donc simplement pas assumer leur fonction de quatrième pouvoir dans un État démocratique. Dans ce climat, il est plus que difficile pour les personnes critiques d'accéder à l'information ou d'être entendus.

Heureusement, il existe aussi des développements porteurs d'espoir, comme l'émetteur en ondes courtes Radio Free Sarawak, exploité par la journaliste britannique Clare Rewcastle. De son côté, le Bruno Manser Fonds a aussi pris une initiative en faveur de davantage de transparence: avec le nouveau géoportail sur le Sarawak (cf. article suivant), nous faisons un travail de pionniers pour l'accès public aux données géographiques. ■

Le géoportail du Sarawak pour gagner en transparence

Annina Aeberli

Le Bruno Manser Fonds met en ligne les informations géographiques qu'il a collectées: le géoportail sur le Sarawak fait la lumière dans la jungle de la politique des ressources.

Qu'en est-il des forêts pluviales du Sarawak? Selon Chief Minister Abdul Taib Mahmud, 70% des forêts pluviales seraient intactes. Un représentant du département des forêts aurait même prétendu que 84% de la superficie du Sarawak seraient recouverts de forêts. Le géoportail du Sarawak élaboré par le Bruno Manser Fonds fournit la preuve du contraire avec les géoinformations digitales: seuls 10% de la superficie sont encore couverts de forêts primaires intactes (forêts vierges).

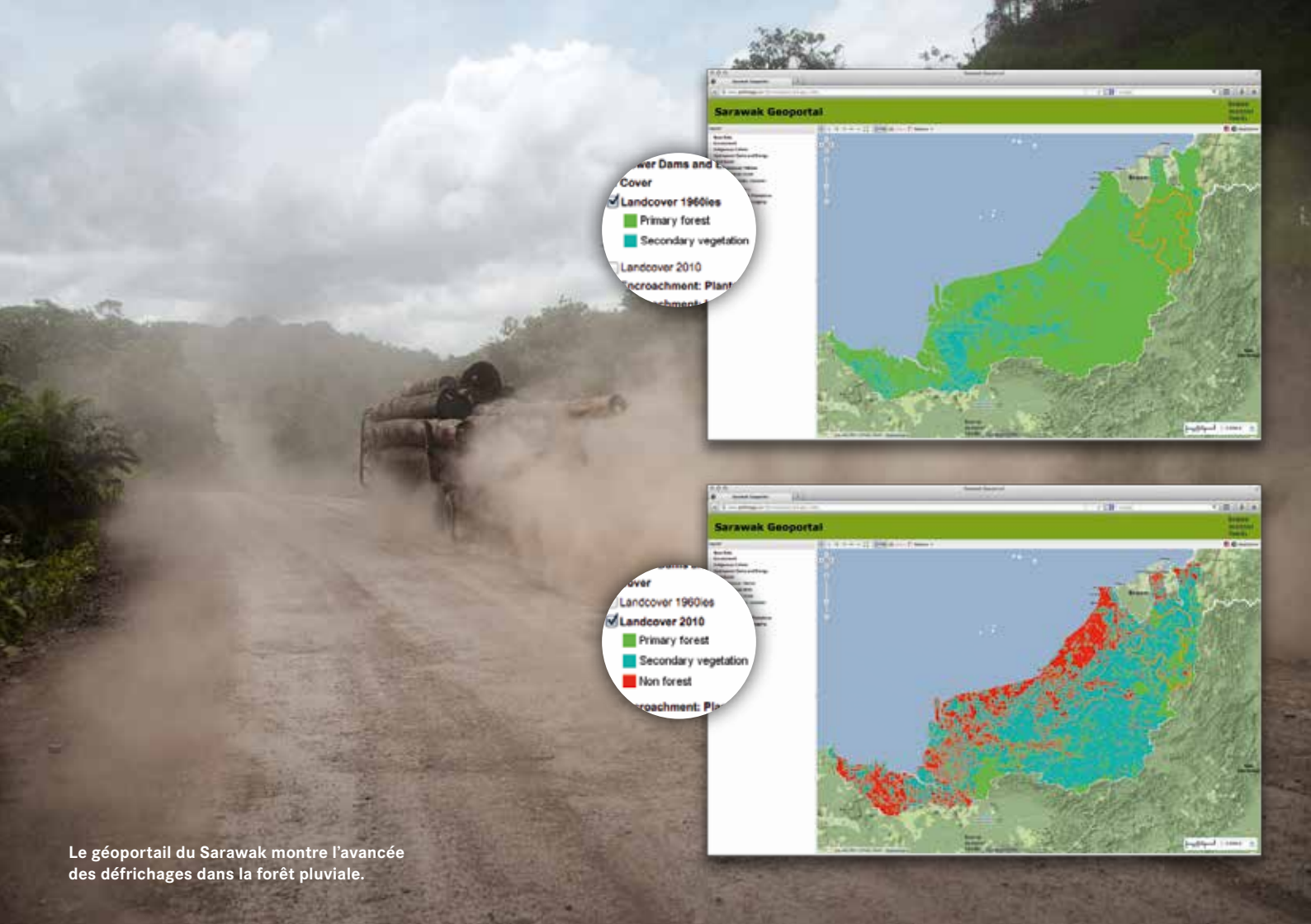
Le nouveau géoportail sur le Sarawak du Bruno Manser Fonds présente des données géographiques sous la forme de cartes interactives. Les informations ont été collectées durant les plus de 20 années d'existence du Bruno Manser Fonds et doivent désormais être mise à libre disposition du public.

En quelques clics de souris, le géoportail du Sarawak informe des projets de ressources élaborés par le gouvernement du Sarawak. Qu'il s'agisse de barrages hydroélectriques, de défrichages, de plantations ou de gazoducs, les personnes qui le souhaitent peuvent s'informer sur les répercussions de ces projets sur la forêt pluviale et les populations autochtones peuvent constater quels projets les concernent. Le géoportail en anglais et en malais s'adresse aussi bien à un public international qu'aux personnes directement concernées.

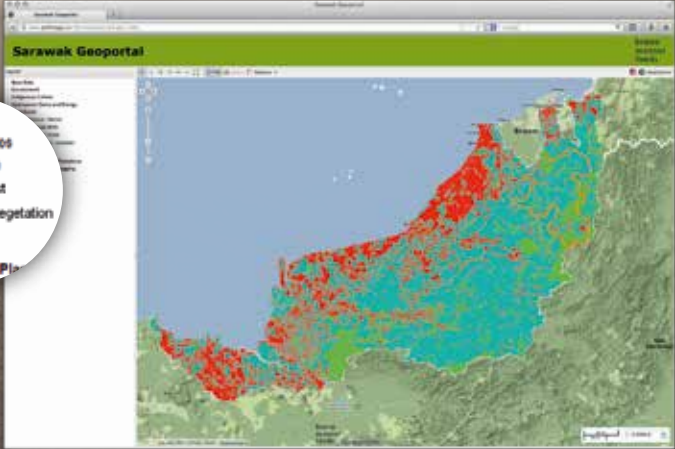
Carte exclusives sur la politique forestière et énergétique

La comparaison de la couverture forestière entre 1960 et 2009 laisse une impression durable. La différence est marquante: alors que le vert clair, indiquant la présence de forêts primaires, illuminait encore le Sarawak dans les années 1960, en 2009 on ne trouve que peu de surfaces d'un seul tenant de cette couleur, soit au maximum 11% de la superficie totale. Le reste de la surface forestière est constitué de forêts secondaires, et les zones côtières sont en rouge, indiquant des surfaces totalement déboisées.

Les visiteurs du géoportail peuvent suivre de manière détaillée l'avancée de la déforestation au cours des 10 dernières années. On y voit également quelles entreprises ont obtenu quelles licences de déforestation. Nos données relatives aux plantations de palmiers à huile confirment les données officielles du gouvernement selon lesquelles un dixième de la superficie du Sarawak est déjà recouverte de plantations de palmistes: 1 272 000 hectares sur les 12,4 millions d'hectares de superficie totale du Sarawak.



- Over Dams and E
- Over
- Landcover 1960ies
- Landcover 2010
- Encroachment: Plant
- Encroachment: Pla



- Over
- Landcover 1960ies
- Landcover 2010
- Primary forest
- Secondary vegetation
- Non forest
- Encroachment: Pla

Le géoportail du Sarawak montre l'avancée des défrichages dans la forêt pluviale.



Outre des données relatives à la politique forestière, le géoportail fournit également des informations sur la politique énergétique actuelle: les projets de barrages hydroélectriques du régime de Taib et les superficies inondées correspondantes sont également accessibles sur le géoportail du Sarawak. En rassemblant des données de différentes sources, le Bruno Manser Fonds a ainsi pu élaborer une vue d'ensemble. Le géoportail du Sarawak montre aussi le tracé précis d'un nouveau gazoduc de l'entreprise pétrolière et gazière malaise Petronas, qui passe au beau milieu de la forêt pluviale. Ce tracé n'avait jamais été publié et n'était pas connu à ce jour.

5000 villages et 1489 rivières

L'idée du géoportail du Sarawak a germé en 2011. Mais sa réalisation a demandé quelque temps. Pour la région des Penan, nous disposons d'une bonne base de données, mais nous souhaitons, pour ce projet, couvrir l'ensemble du Sarawak. Il nous fallait donc tout d'abord élaborer les données pour les autres régions.

Les données publiées, qui se basent sur nos propres digitalisations, proviennent de diverses sources. Les données de base comme les 1489 rivières, 5000 villages, 542 routes ou la couverture des terres proviennent par exemple de cartes topographiques ou d'images satellite. Les données sont intégrées dans une carte de territoires ainsi qu'une carte satellitaire de Google. Compte tenu de la modification continue de l'exploitation des terres et

de l'avancée des défrichages, notre géoportail est en mutation permanente. Nous en adaptons constamment les données.

Ce projet n'a pu voir le jour qu'à l'aide de volontaires: Dominik Affolter a programmé et développé le géoportail du Sarawak. Florian Denzinger a préparé les données et les administre. Tous deux ont investi beaucoup de temps, de savoir et d'énergie dans le géoportail. Nous les en remercions chaleureusement!

Le Bruno Manser Fonds est fier de pouvoir aujourd'hui ouvrir au public cet instrument aussi moderne qu'unique pour le Sarawak et espère ainsi atteindre de nombreux utilisateurs au Sarawak et ailleurs.

Le géoportail du Sarawak est accessible via notre nouveau site Internet ou au lien suivant:
www.bmfmaps.ch/EN/composer/#maps/1001 ■

Radio Free Sarawak

Chaque soir, l'émetteur à ondes courtes Radio Free Sarawak, basé à Londres, rapporte durant deux heures des événements politiques au Sarawak ainsi que de la vie dans les villages. L'émetteur indépendant s'adresse aux besoins des populations rurales et autochtones en malais et en iban.

Radio Free Sarawak a été créé en 2010 par la journaliste britannique Clare Rewcastle Brown. Celle-ci gère aussi le site de nouvelles Sarawak Report, qui met inlassablement au jour les pratiques corrompues du gouvernement du Sarawak et de son chef Taib Mahmud. Radio Free Sarawak a été distingué en 2013 avec le Free Media Pioneer Award de l'Institut international de la presse à Vienne (IPI) (voire photo).



Radio Free Sarawak est une histoire à succès, car l'émetteur thématise tous les jours des difficultés avec lesquelles doivent lutter les autochtones du Sarawak. En font partie les altercations avec les entreprises de plantations ou le défi d'acquérir des papiers d'identité étatiques.



«Agir de manière éthiquement responsable requiert d'être bien informé.»

Interview: Annina Aeberli

Tong Tana: Quelle est la situation de l'accès aux informations au Sarawak?

Lukas Straumann: Malheureusement, beaucoup d'informations essentielles pour le bon fonctionnement d'un État de droit démocratique ne sont pas publiquement accessibles au Sarawak. Il n'y a par exemple aucune possibilité de consulter la remise des concessions forestières et leurs bénéficiaires. Nous ne savons pas pourquoi le frère du chef du gouvernement contrôle l'intégralité des exportations de bois ni non plus où va une grande partie des dépenses du gouvernement. Ce manque de transparence contrevient aux usages en vigueur dans un État de droit et probablement aussi à la Constitution de Malaisie.

Que signifie ce manque de transparence pour les Penan?

Lorsqu'une concession forestière a été octroyée, les Penan ne l'apprennent généralement qu'une fois que les bulldozers sont déjà sur leurs terres. Ils obtiennent beaucoup d'informations

exclusivement via le Bruno Manser Fonds et nos avocats. Le gouvernement retient sciemment les informations d'intérêt, afin que les gens ne puissent pas obtenir justice. Ce manque de transparence fait partie de la stratégie du régime de Taib, qui veut se garantir le contrôle illimité sur les ressources naturelles. Cela vaut par ailleurs aussi pour ce qui a trait à la communication en relation aux projets de barrages hydroélectriques dans la forêt pluviale.

Quels sont les canaux qui permettent aux Penan de se tenir informés?

Ils trouvent des informations sur la déforestation par exemple en se renseignant dans les camps de bûcherons. Ils obtiennent de la sorte des informations importantes, de l'industrie du bois et non du gouvernement, lequel n'assume pas ses obligations non seulement de les informer, mais aussi de leur demander leur accord pour défricher ou réaliser d'autres projets sur leurs terres ancestrales.

De manière générale, les canaux d'information informels jouent un rôle très important dans la forêt pluviale. Les voyageurs apportent des nouvelles sur les événements politiques de la ville dans les villages et vice-versa. Les téléphones mobiles jouent également un rôle croissant. Les médias imprimés classiques et les médias électroniques par contre sont quasi absents de la forêt pluviale.

Quelles sont les conséquences des nouvelles technologies et des nouveaux canaux de communication?

La téléphonie mobile sera le moteur principal du changement dans

la forêt pluviale. À l'avenir, les informations peuvent être transmises de manière simple par SMS. Depuis des années, nous mettons à disposition de certaines communes penanes des téléphones par satellite afin d'assurer le flux d'informations. Nous observons actuellement une extension des réseaux de téléphonie mobile, ce qui élargit le flux d'information et change les structures du pouvoir. Les téléphones mobiles permettent par exemple de filmer la déforestation et de la mettre ensuite en ligne sur les médias sociaux. En Amazonie, les autochtones peuvent déjà suivre directement la déforestation via l'ordinateur et les images satellite. C'est le but que nous devons aussi atteindre.

Quelle est l'importance des médias sociaux comme Facebook?

En Malaisie, les médias sociaux jouent un grand rôle en comparaison internationale. Ils permettent de combler une lacune là où les médias classiques sont contrôlés par l'État. On constate une grande faim d'information non filtrée. Ces nouveaux médias minent la base autoritaire du régime, qui à ce jour pouvait contrôler le flux d'informations. Il ne se passe pas une semaine sans un scandale de corruption, mais ce n'est rapporté que dans les médias libres en ligne. C'est pour cela que la classe moyenne citadine a déjà tourné le dos au gouvernement.

Quels projets le Bruno Manser Fonds a-t-il développés avec les Penan dans le secteur de l'information?

Notre projet de cartographie servant à documenter la culture et

l'utilisation des terres des Penan a deux volets: une collecte systématique d'informations ainsi que la communication. Pour les villages, les cartes géographiques offrent une visualisation du savoir collectif sur la forêt et leur histoire. Elles apportent une identité et sont des supports d'information intergénérationnels. Bien souvent, seuls les anciens savent comment se nomment les rivières ou encore où ont eu lieu certains événements repris dans les récits oraux. Les écoles de base jouent un rôle similaire: les enfants Penan apprennent tôt à connaître leur culture et leur histoire. Nous devons disposer d'encore plus de livres et de publications en langue penane.

Quel est le rôle du géoportail lancé par le Bruno Manser Fonds?

Le géoportail du Sarawak est un défi lancé au gouvernement. Nous mettons gratuitement à disposition de la population des données qui à ce jour n'étaient pas accessibles. Tous les internautes du Sarawak peuvent désormais voir les cartes de leur État et constater ce que le gouvernement planifie dans leur propre village et où passent les routes et les rivières. Même les cartes de la British Royal Air Force des années 1960 étaient maintenues secrètes jusqu'à ce jour. Je suis fier que le Bruno Manser Fonds ait pu créer cette plateforme indépendante.

Tu as publié le livre en allemand «Raubzug auf den Regenwald» («Pillage de la forêt pluviale»). Que met-il au jour?

Je commence par raconter l'histoire du Sarawak sous une nouvelle

perspective: durant une période historiquement très courte, un espace vital d'une exceptionnelle richesse a été détruit pour une grande partie. Une petite élite corrompue gravitant autour du dirigeant Taib Mahmud en a tiré les profits essentiels. Ensuite, je décris comment les groupes forestiers du Sarawak, depuis les années 1990, ont exporté ce système de destruction de l'environnement et de corruption dans toutes les régions tropicales du monde. Lorsque des groupes financiers comme UBS acceptent et blanchissent la fortune et des fonds provenant de corruption issue du commerce des bois tropicaux, cela nous concerne directement.

Qu'en est-il des connaissances de la population suisse sur la situation prévalant au Sarawak?

Les informations sont ici. Celui qui veut peut en apprendre beaucoup via Internet. Mais naturellement, il y a une énorme concurrence entre différents thèmes. Le Bruno Manser Fonds a réussi à ce que l'on parle de Malaisie et de la forêt pluviale. Le Conseil fédéral négocie actuellement un accord de libre-échange avec ce pays. Nous n'allons pas manquer d'instiller nos informations dans le processus politique. Il y a aussi des groupes suisses comme ABB qui s'engagent au Sarawak et dont l'engagement est en conflit avec leurs propres critères de durabilité. L'information trouve en outre un intérêt juridique: celui qui a été informé des abus ne peut ensuite plus dire avoir agi de bonne foi.

Quel lien y a-t-il entre les informations et l'action?

Le philosophe Hans Jonas a relevé, dans son ouvrage «Le Principe

Lukas Straumann



Dr phil. Lukas Straumann (44) est directeur du Bruno Manser Fonds depuis 2004. Après des études d'histoire, de philosophie et de botanique, il a enquêté sur l'histoire de l'industrie chimique et pharmaceutique suisse dans l'Allemagne national-socialiste pour la commission indépendante d'experts Suisse-Seconde Guerre mondiale («Commission Bergier»). Au mois de février, son nouveau livre «Raubzug auf den Regenwald – Auf den Spuren der malaysischen Holzmafia» («Pillage de la forêt pluviale: sur les traces de la mafia malaise du bois») est paru en allemand. Il est père de deux enfants et habite avec sa famille à Berne.

de responsabilité» l'obligation éthico-environnementale d'acquérir préventivement des informations. Agir de manière éthiquement responsable requiert d'être bien informé. Pour nous, au Bruno Manser Fonds, il est extrêmement important que nos campagnes et projets se basent sur des recherches sérieuses et exhaustives.

Merci Lukas pour cet entretien. ■

Nouvelles brèves



Le barrage routier du Baram est arrivé au 100^e jour!

Le 30 janvier, les autochtones du district du Baram fêtaient 100 jours de barricade contre le barrage hydroélectrique planifié sur le Baram. Depuis le 23 octobre, ils bloquent aussi bien les travaux sur la route d'accès que les enquêtes sur le site prévu du barrage. Ainsi, tous les travaux concernant la digue sont au point mort. Les propriétaires terriens autochtones exigent l'arrêt immédiat de tous les travaux de planification et de construction sur le

barrage et la route d'accès. Ils exigent en particulier que le gouvernement et les entreprises électriques Sarawak Energy respectent les besoins des populations autochtones concernées.

Une bonne nouvelle n'arrive jamais seule: le directeur controversé de Sarawak Energy, le Norvégien Torstein Dale Sjøtveit, démissionnera vraisemblablement à la fin de l'année. Des plaintes ont été déposées à son encontre aussi bien au Sarawak qu'en Norvège en raison de complicité de

corruption. Son retrait avait été une des exigences centrales du Bruno Manser Fonds depuis le début de la campagne contre les barrages hydroélectriques. Grâce à sa renommée internationale, T. Sjøtveit a encouragé des entreprises étrangères à collaborer avec Sarawak Energy. Avec son départ, la réputation internationale de l'entreprise malaise pâtit énormément et perdra en attractivité pour les investisseurs étrangers.

Un documentaire en anglais du Bruno Manser Fonds présente les conflits entre le gouvernement du Sarawak et les populations concernées par les barrages. Le film «Save Sarawak. Stop the dams» de Linus Chung est accessible sur Youtube avec les mots clés «Bruno Manser Fonds» et «Save Sarawak».

ABB se terre dans le silence

À ce jour, ABB n'a pas réagi à la demande du Bruno Manser Fonds en ce qui concerne

ses liens avec Sarawak Energy et les barrages hydroélectriques. Face aux journalistes, ABB minimise son rôle au Sarawak.

La pétition du Bruno Manser Fonds contre l'engagement d'ABB au Sarawak a rassemblée 3850 signatures en Suisse. Dans la même pétition en ligne, lancée en collaboration avec le site Rettet den Regenwald, ce sont même 60 500 signatures qui ont été récoltées. Nous persévérons!

Droits coutumiers: un débat très animé au Sarawak

Au Sarawak, on assiste à des débats intenses sur les droits coutumiers des populations autochtones. La plus haute instance judiciaire de Malaisie (Federal Court) a décidé, dans deux cas, que les autochtones pouvaient avoir des prétentions non seulement sur des terres exploitées en agriculture, mais aussi sur

des surfaces de forêt pluviale. Le gouvernement du Sarawak rejette cependant ces décisions judiciaires et insiste sur le fait de n'octroyer de droits de propriété foncière aux autochtones que sur des surfaces exploitées en agriculture.

Le président du Tribunal de haute instance du Sarawak et de Sabah, Panglima Richard Malanjum, a lancé pour sa part un autre débat en janvier sur les droits coutumiers: le juge a constaté que le nombre de cas concernant cette problématique croissait chaque année. De plus en plus de communes portent plainte contre le gouvernement et les entreprises qui pénètrent illégalement sur leurs terres et les détruisent. Il a proposé de mettre en place un tribunal spécial pour les droits coutumiers, les tribunaux actuels étant dépassés par la masse de cas qui leurs arrivent. Suite à une analyse exhaustive, un rapport de la Commission malaise des

droits de l'homme Suhakam est également arrivé à la conclusion qu'il serait temps de mettre en œuvre un tel tribunal. L'avocat des droits coutumiers Baru Bian a également fait part de plus de 300 cas pendants devant les tribunaux. Pour leur part, les Penan ont déposé six cas en collaboration avec le Bruno Manser Fonds.

Nouveau site web

Depuis le début du mois de février, le Bruno Manser Fonds a un nouveau site web avec un design rafraîchi et de nouveaux contenus. Comparé à l'ancien, il contient davantage d'informations de fond sur le Sarawak et les Penan. Il présente en texte et en images un aperçu de nos projets et campagnes en cours. L'adresse reste la même: www.bmf.ch.



Impressum

Dans la langue des Penan de la forêt pluviale du Sarawak (Malaisie), «Tong Tana» signifie «dans la forêt».

Éditeur: Bruno Manser Fonds
Association pour les peuples de la forêt pluviale
Socinstrasse 37, CH-4051 Bâle
Téléphone +41 61 261 94 74
Courriel: info@bmf.ch
Internet: www.bmf.ch
Rédaction: Annina Aeberli, Lukas Straumann
Images: BMF, Julien Coquentin, SAVE Rivers, Claude Giger
Traduction: Gaïa traductions
Graphisme: moxi ltd., Bienne
Impression: Speck Print AG, Baar
Production et expédition:
dm.m division, AZ Direct AG, Rotkreuz
Imprimé sur du papier 100% recyclé
(RecyStar nature)

Envoi des dons: Postfinance, compte 40-5899-8
ou Banque Coop, CH-4002 Bâle
compte 421329.29.00.00-5
IBAN: CH8808440421329290000
SWIFT: COOPCHBB

Dans la forêt, Peter Kallang, président du comité contre les barrages hydroélectriques, s'en remet aux nouvelles radiophoniques.